



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Avril 2007

Volume 6, Numéro 4

LIGNE DE FOND _____ 1

Négociations globales : le comité de négociations commerciales entérine le " Retour " des discussions de Doha au forum multilatéral de l'OMC. _____ 1

Agriculture : Falconer tente de réanimer les négociations ; les membres entre espoir et scepticisme. _____ 3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

Amna : les membres se concentrent sur les obstacles non tarifaires. _____ 5

SUR LE FIL _____ 7

APE Union européenne - CEDEAO : les experts des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA balisent " leur route " vers la signature d'une APE. _____ 7

L'UE offre aux régions ACP un accès illimité à son marché dans les négociations APE. _____ 9

L'UE se lance dans la négociation des accords de libre-échange avec des pays d'Asie. _____ 10

APE : les organisations de la société civile se mobilisent. Une journée mondiale d'action organisée le 19 avril. _____ 11

EVENEMENTS _____ 12

PUBLICATIONS _____ 13

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Négociations globales : le comité de négociations commerciales entérine le " Retour " des discussions de Doha au forum multilatéral de l'OMC.

Les Membres de l'OMC ont convenu, de se tourner vers des négociations multilatérales à l'OMC même, à Genève, comme méthode centrale pour tenter de réaliser une percée dans les discussions de Doha difficiles de l'Organisation. Lors d'une réunion informelle du Comité des négociations commerciales (CNC) tenue le 20 avril dernier, les Membres ont convenu, d'un commun accord avec le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, que les discussions devaient retourner au processus multilatéral de l'OMC.

Les Membres reconnaissaient ainsi le fait que les discussions exclusives entre membres du G-4 - États-Unis, Union européenne, Brésil et Inde - et du G-6 (G-4 plus Japon et Australie) n'avaient, jusqu'ici, produit aucun résultat. Nombre de pays en développement qui se sont exprimés lors de la réunion ont favorablement accueilli le retour des discussions de Doha au forum multilatéral de l'OMC. Ils ont toutefois averti qu'il ne fallait pas privilégier le besoin de diligence et de respect des délais au détriment du fond et du contenu des négociations, le développement devant être la référence et le but centraux.

Depuis le début cette année, une grande partie des " négociations réelles " s'est tenue en dehors de l'OMC et en dehors de Genève, dans des discussions bilatérales entre membres du G-4. Les

autres Membres de l'OMC se sentent de plus en plus frustrés d'avoir été marginalisés et de constater que peu d'information sur les discussions du G-4 remontait jusqu'à l'ensemble des Membres. La première Réunion ministérielle (depuis la suspension des discussions, en juillet dernier) du G-4 puis du G-6, il y a quelques semaines, à Delhi, a également été un échec, pour ce qui était du fond. Le communiqué diffusé à la fin de la réunion de Delhi affirmait que l'ensemble de Doha dans sa totalité devrait être achevé d'ici la fin de l'année et que le G-6 intensifierait ses efforts en vue de réaliser cet objectif.

L'absence de toute nouveauté dans ce résultat peu stimulant a érodé la confiance et la patience que les Membres de l'OMC dans leur ensemble auraient pu encore avoir eu égard au processus de G-4. De plus, certains membres du G-4 eux-mêmes ont admis les limites de leur processus et étaient en faveur d'un retour des discussions à Genève. S'exprimant dans les couloirs lors de la réunion du Comité des négociations commerciales, plusieurs diplomates ont fait part de leur soutien à un retour des discussions de Doha à l'OMC, tout en doutant toutefois que ce changement produise des résultats. " Si le G-4 et le G-6 se heurtent à un mur, il doit y avoir une raison à cela et il est certains que ce facteur apparaîtra également à la reprise des discussions à l'OMC, " a déclaré un diplomate d'un pays en développement. " Toutefois, il est préférable que les divergences apparaissent ou réapparaissent ici à l'OMC, où nous pouvons tous voir en quoi elles consistent et prendre part aux discussions. " Lors de la réunion du Comité des négociations commerciales, le point de vue selon lequel les G-4 et le G-6 n'avaient pas réalisé de progrès a été exprimé de manière explicite et implicite et presque tous ont plutôt été en faveur d'accorder la priorité au processus multilatéral.

Au début de la réunion du Comité des négociations commerciales, Lamy avait déclaré : " Ce qu'il faut impérativement, c'est un engagement substantiel sérieux de tous les partenaires dans le processus multilatéral, ici, à Genève. " Il a exhorté les Membres à appuyer les travaux des Présidents des Groupes de négociation par " des contributions

constructives et une réelle volonté de négocier. " L'idée force de Lamy était : " il est clair aujourd'hui qu'on ne peut plus attendre que les petits groupes apportent leur contribution au processus multilatéral. D'autres processus en dehors de Genève ont une importance indéniable, mais ils doivent s'intégrer dans les négociations multilatérales, qui sont le fondement de notre effort et qui doivent progresser.

L'échec du processus du G-4 à ce jour a incité Lamy à amener le Comité des négociations commerciales à conclure : " rien ne remplace une véritable négociation multilatérale à Genève " et " nous ne pouvons pas nous permettre de laisser le processus multilatéral dépendre du calendrier de tout autre processus. " Cette conclusion est venue à la suite d'un investissement de plusieurs mois dans les rencontres du G-4, avant la réunion qui a abouti à la " suspension " traumatisante du juillet 2006, et une autre, 8 à 9 mois plus tard, lorsque les efforts se sont de nouveaux concentrés en vue d'une avancée au sein du G-4.

A la suite de la déclaration de Lamy, plusieurs Membres de l'OMC se sont exprimés. L'Ambassadeur indien, Ujal Singh Bhatia, a déclaré que les réunions du G-4 et du G-6 à Delhi avaient renouvelé l'attachement à mener le Cycle de Doha à terme d'ici la fin de l'année et que les responsables de haut rang du G-4 et les ministres s'engageraient avec davantage d'intensité au cours des deux prochains mois.

L'Union européenne s'est dite engagée en vue d'un résultat ambitieux et général. L'UE a déclaré que le G-4 avait fixé une cible de mi juin pour arriver à une convergence (entre ses membres). Si cette cible était atteinte, l'OMC pourrait convenir de modalités et d'un ensemble complet d'ici la fin de l'année.

Selon le Brésil, les réunions de Delhi marquaient une nouvelle phase pour le G-4. Le Brésil a reconnu qu'il devrait y avoir une concentration plus forte sur le processus de Genève. Il y avait eu quelques progrès au sein du G-4, mais ils étaient insuffisants et des lacunes majeures subsistaient.

Le G-4 devait intensifier ses négociations, mais ne peut remplacer le processus multilatéral. Il y avait lieu d'appuyer les travaux des Présidents des Groupes de négociation.

Les États-Unis ont déclaré que la conclusion du Cycle avant la date butoir de la fin de l'année était un défi, mais que " la réussite est à notre portée. " La délégation avait reçu pour instruction, des plus hautes instances, d'intensifier sa participation à tous les niveaux. Tout progrès dans les groupes restreints devait être répercuté au niveau du processus multilatéral.

Au nom du Groupe africain, l'Ouganda a déclaré que le Groupe était préoccupé par le fait que le processus adopté en début d'année n'avait pas répondu aux attentes. C'était pour cette raison que les négociations devaient être ramenées à la plateforme multilatérale à Genève. L'Ouganda a mis l'accent sur le besoin de transparence et d'ouverture à tous, notamment d'une représentation équilibrée dans les réunions restreintes devant se tenir dorénavant. Ceci seul garantirait la participation et l'appropriation du processus par tous les Membres.

Le Groupe africain a souligné que la date butoir de fin 2007 ne devrait pas inciter à sacrifier l'essentiel du résultat. Il a déclaré que le développement était le but central et le thème des négociations et que ceci devait servir de référence pour l'évaluation des progrès et du résultat final des négociations.

Le Groupe a déclaré que, dans l'agriculture, la désignation et le traitement des produits spéciaux devaient assurer aux pays africains un maximum de flexibilité pour refléter leurs besoins et que le Mécanisme de sauvegarde spéciale devait être effectif sur le plan opérationnel. Concernant l'AMNA, le Groupe a déclaré que l'Afrique ne pouvait trop insister sur le fait que le résultat ne devait pas entraîner une désindustrialisation des économies africaines. Pour ce qui est des services, les flexibilités actuelles au titre de l'AGCS devaient être maintenues.

Au nom du Groupe des PMA, le Lesotho a favorablement accueilli le retour à un processus

multilatéral et a appelé à une approche équilibrée. Le développement doit occuper une place centrale et les PMA doivent être en mesure de participer de manière centrale. Il ne fallait pas accorder davantage d'importance au calendrier qu'au fond. Le Lesotho a mis l'accent sur le fait que les PMA exigeaient un accès au marché en franchise de droits et sans contingents et des règles d'origine plus transparentes.

Agriculture : Falconer tente de réanimer les négociations ; les membres entre espoir et scepticisme.

Les négociations agricoles sont toujours dans l'impasse malgré les multiples tentatives entreprises par l'ambassadeur Falconer qui préside le comité de négociation. Les divergences profondes qui caractérisaient les négociations dans la période ayant précédé la suspension de juillet 2006 sont encore largement perceptibles. Face à l'échec récent des membres du G4 à s'entendre sur des éléments communs susceptibles de faire évoluer les positions, Falconer a proposé la production d'un document de référence comme base de discussion sur l'agriculture.

Ce document de référence qui aura aussi pour mission de " provoquer " les membres et de pousser à l'approfondissement des discussions sera une sorte de compilation d'hypothèses de convergence dans les trois piliers des négociations agricoles (soutiens internes, accès aux marchés et subventions à l'exportation).

Ainsi que Falconer l'a annoncé lui-même le 25 avril, lors d'une réunion officielle du comité de l'agriculture, il y a deux ou trois domaines dans lesquels il est possible de trouver des convergences. Il reste cependant que son document, qui tarde d'ailleurs à sortir (il n'était pas encore disponible au moment où nous allions sous presse) aura bien du mal à aplanir les divergences notamment ceux des pays du G4.

A défaut de questions de fond à débattre, la réunion du 25 avril a permis aux s'informer réciproquement et d'échanger sur les récentes

rencontres, l'assemblée du G-33 en Indonésie, la conférence des ministres des Finances du G-7 à Washington, la réunion du G-4/G-6 à New Delhi et, plus récemment, la conférence ministérielle du Groupe de Cairns à Lahore, au Pakistan.

L'ambassadeur Falconer porte beaucoup d'espoirs sur cette réunion d'autant plus qu'il compte utiliser les conclusions pour mettre la dernière main à son prochain document de " Défis ". Document qui devrait être disponible au plus tard dans les deux jours qui suivront la réunion et sera soumis aux négociateurs pour appréciation dans la semaine. Il Leurs permettra de se préparer à en discuter lors de la séance extraordinaire du Comité de l'agriculture subséquente, prévue pour le 4 mai. Rappelons que l'ambassadeur, dans ce document de " défis " compte inciter les membres à abandonner leurs positions actuelles et à s'acheminer vers un éventuel consensus.

Peut- on être optimiste pour un envol des négociations agricoles et par ricochet tous le cycle de Doha ?

Tout porte à le croire si l'on en croit l'engagement les ministres du Groupe de Cairns, réunis à Lahore du 16 au 18 avril, qui invitent l'ensemble des membres " à s'engager sans réserve et avec souplesse dans le processus permanent mené par la présidence à Genève " afin de trouver les percées qui aboutiront à la conclusion du Cycle d'ici la fin de 2007. Ils ont déclaré dans leur communiqué de presse qu' " il faut prendre des mesures pour éviter le grave risque que le Cycle se prolonge indéfiniment, voire échoue ". Concrètement ils ont souhaité une coopération de tous les membres sur toutes les questions qui bloquent les négociations dont les plus importantes sont : accès aux marchés, soutien interne et concurrence à l'exportation.

Pour la question de l'accès aux marchés, le groupe des Cairns propose que l'on s'engage vers la création de " de nouvelles occasions commerciales ", et que le traitement des produits sensibles soit " transparent, cohérent et équitable ". Cela nécessite selon le communiqué de presse de cette rencontre " une formule qui permet de s'écarter légèrement de

la formule générale pour un nombre restreint de produits, compensée par un accroissement substantiel des CT des NPF sur la base de la consommation intérieure " .

S'agissant des soutiens internes, le groupe a demandé des coupures substantielles du soutien global à effet de distorsion du commerce, ainsi que de la mesure globale de soutien (MGS). Toujours pour cette question, le communiqué de presse demande des "disciplines significatives pour les plafonds par produit, afin d'empêcher d'importantes fluctuations du soutien affectant les échanges et la concentration du soutien affectant les échanges sur des produits individuels ainsi que des disciplines efficaces pour le soutien de la catégorie bleue, nécessaires pour empêcher que l'on change de catégorie sans apporter de réforme significative " .

Par ailleurs le communiqué a appelé à la mise en œuvre du mandat de S'agissant des soutiens internes, le groupe a demandé des coupures substantielles du soutien global à effet de distorsion du commerce, ainsi que de la mesure globale de soutien (MGS). Toujours pour cette question, le communiqué de presse demande des "disciplines significatives pour les plafonds par produit, afin d'empêcher d'importantes fluctuations du soutien affectant les échanges et la concentration du soutien affectant les échanges sur des produits individuels ainsi que des disciplines efficaces pour le soutien de la catégorie bleue, nécessaires pour empêcher que l'on change de catégorie sans apporter de réforme significative " . Par ailleurs le communiqué a appelé à la mise en œuvre du mandat de Hong Kong pour le coton mais aussi de chercher et d'éliminer toute subvention sur quelque forme qu'elle se trouve.

NOUVELLES DE L'OMC

Amna : les membres se concentrent sur les obstacles non tarifaires.

La dernière semaine du Groupe de négociation de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), tenue en fin mars a été consacrée presque exclusivement à des discussions sur les propositions basées sur des textes, relatives aux voies et moyens de traiter des obstacles non tarifaires. Selon des responsables à l'OMC, il n'y a pas encore eu de discussions, du moins dans les sessions ouvertes, sur les " modalités de base " (formule de réduction tarifaire, coefficients dans la formule, flexibilités pour les pays en développement), car les Membres continuent d'attendre les résultats des négociations sur l'agriculture avant de prendre des engagements dans l'AMNA.

Le Président du Groupe de l'AMNA, l'Ambassadeur Don Stephenson, du Canada, a lancé la semaine de l'AMNA en présentant une évaluation de la situation en cours dans les négociations. Il a déclaré ne pas être conscient de progrès dans les négociations de l'Agenda de développement de Doha, qui se concentrent à présent sur l'agriculture, mais où les progrès sont lents. Il a en outre déclaré ne pas avoir de vision claire de la situation en général.

La convergence entre les acteurs clés est la condition préalable nécessaire pour des progrès, mais dans le même temps, la seule percée possible dans l'AMNA, c'est d'arriver à un consensus au niveau de l'ensemble du Groupe de négociation sur des modalités complètes, a déclaré Stephenson. Les discussions au cours de la semaine se sont concentrées, en grande partie, sur les obstacles non tarifaires.

Pour " faciliter et concentrer " les discussions sur les obstacles non tarifaires, le Président avait demandé au Secrétariat de préparer une compilation des propositions basées sur des textes pour les obstacles non tarifaires.

Il y a, au total, 9 propositions basées sur des textes, sur les sujets suivants : étiquetage des textiles, des vêtements, des chaussures et des articles de voyage (proposition des États-Unis) ; commerce des produits re-manufacturés (Japon) ; commerce lié à l'électronique (Commission européenne) ; commerce des textiles, des vêtements et des chaussures (Commission européenne) ; taxes à l'exportation (Commission européenne) ; procédures visant à faciliter la résolution des obstacles non tarifaires (Commission européenne) ; procédures pour la résolution des obstacles non tarifaires (AMNA-11) ; et obstacles non tarifaires affectant les produits forestiers (Nouvelle-Zélande).

Les progrès ont été réalisés en grande partie sur les propositions de la Commission européenne et du groupe AMNA 11, visant un mécanisme horizontal pour la résolution des différends relatifs aux obstacles non tarifaires. En dépit de la présentation des textes sous forme de projet d'accord et de la compilation en un seul document, le Président a déclaré qu'il ne s'engageait pas dans négociations fondées sur des textes, mais seulement dans des discussions fondées sur des textes.

La proposition fondée sur un texte présentée par les États-Unis, concernant l'étiquetage des textiles, des vêtements et des chaussures, appelle à un accord aux termes duquel les Membres n'exigeront pas de renseignements sur les étiquettes ou le marquage permanents au-delà du pays d'origine, pour la teneur en fibre, les instructions l'entretien et les renseignements nécessaires pour la sécurité du consommateur, en ce qui concerne les textiles ou les vêtements, et le pays d'origine en ce qui concerne les chaussures et les articles de voyage.

L'Argentine, Cuba et la Chine ont déclaré qu'il était trop tôt pour une discussion basée sur des textes. D'autres Membres tels que l'Indonésie, l'Égypte, les Philippines et la Thaïlande ont déclaré avoir besoin de clarifications, supplémentaires, en particulier sur la nécessité de fournir des renseignements pour la sécurité des consommateurs. Le Brésil a émis quelques doutes sur l'orientation générale du document.

La proposition américaine sur le commerce des produits re-manufacturés appelle à ce que le régime commercial de tous les Membres évolue de manière à rehausser les opportunités d'accès aux marchés pour les produits re-manufacturés et que le Conseil du commerce examine les progrès réalisés dans ce domaine, notamment les progrès dans l'élimination des obstacles non tarifaires sur de telles marchandises.

Les États-Unis ont expliqué que la proposition n'appelait pas à un accord contraignant, mais uniquement à une déclaration d'intention. L'idée serait examinée davantage après la conclusion du Cycle de Doha. De nombreux Membres ont émis certains doutes concernant cette suggestion. Parmi les commentaires formulés figuraient le fait que " le concept manque de définition claire ". " Il pourrait être en contradiction avec la législation locale " et " on en voit pas la nécessité de nouvelles disciplines. "

Les États-Unis ont expliqué que la différence entre les nouveaux produits et les produits re-manufacturés était que les premiers utilisent des produits neufs ou vierges, alors que les seconds utilisent des produits usagés. Toutefois, le produit final est soumis aux mêmes réglementations ou spécifications techniques.

La proposition de la Commission européenne sur les taxes à l'exportation appelle à un accord en vue de supprimer les taxes à l'exportation qui vont au-delà des taxes appliquées aux produits destinés à la vente interne, au motif qu'elles faussent le commerce international, qu'elles entraînent la progressivité des droits et qu'elles servent de subvention indirecte du produit. Elles limitent également la disponibilité de certains produits pour la fabrication. La Commission européenne a expliqué qu'elle ne cherchait pas à contester le recours légitime aux taxes dans les cas prévus par les Accords du GATT, par exemple en vue d'arrêter l'exploitation forestière illégale ou en cas de crise financière.

Selon des responsables à l'OMC, la proposition de la Commission européenne a toutefois suscité une

forte opposition parmi de nombreux pays en développement, tels que le Kenya, l'Argentine, le Venezuela, l'Inde, la Malaisie, le Vietnam, le Brésil, Cuba et le Bangladesh. Ces pays ont tous déclaré que ceci était en dehors du mandat de la négociation.

Les États-Unis ont déclaré qu'ils appuyaient les efforts visant à éliminer les effets de distorsion des taxes à l'exportation et que c'était une idée " qui valait la peine d'être explorée ". Le Japon a fait part de son " appui ".

Consciente de la forte opposition suscitée par sa proposition, la Commission européenne a déclaré que cette proposition pourrait relever de la compétence des " universitaires exotériques ", mais a ajouté qu'elle tirerait les conclusions appropriées dans d'autres domaines de négociation.

Il y a eu deux propositions concernant les procédures pour la résolution des obstacles non tarifaires. L'une émanant de la Commission européenne, propose " l'établissement d'un mécanisme horizontal, sous forme d'une procédure pour la résolution des problèmes dans le domaine des obstacles non tarifaires, avec des calendriers brefs, en impliquant un facilitateur qui aide les pays à arriver à des solutions mutuellement convenues. "

Dans le même temps, la proposition de l'AMNA-11 parle de la nécessité de mettre en place un nouveau mécanisme permanent, flexible et rapide, 'basé sur des solutions' plutôt que sur des 'droits', et qui offrirait des résultats créatifs et pragmatiques pour les conflits relatifs aux obstacles non tarifaires.

La proposition de la Nouvelle-Zélande sur les obstacles non tarifaires qui affectent les produits forestiers souligne la prolifération des normes et des réglementations internes et les divergences entre ces normes et réglementations, dans le secteur de la construction, et appelle les Membres à adopter des normes établies par les comités techniques de l'ISO (International Standardization Organization - Organisation internationale de la

normalisation). Elle appelle également l'ISO à travailler en étroite collaboration avec l'OMC.

A la fin de la discussion, le Président a invité les partisans des différentes propositions à présenter de nouveaux projets de texte au plus tard en fin avril.

Dans ses réunions en " groupes " - caucus - (tenues en dehors de l'OMC, avec la participation des Ambassadeurs), le thème des " sectorielles " a été débattu.

Lors d'un déjeuner du Caucus de l'AMNA, au cours duquel l'élimination des droits tarifaires sectoriels a été débattu. il y a eu, des divergences sur le rythme et le calendrier des discussions sectorielles entre les défenseurs des propositions (États-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Singapour et autres) et l'UE et la coalition AMNA-11.

Alors que les défenseurs des propositions souhaitent des discussions sectorielles avec un 'niveau d'ambition plus élevé', l'Inde et d'autres pays ont déclaré que les discussions sectorielles (pour l'élimination des droits tarifaires) étaient uniquement volontaires et ne pourraient être qu'un 'complément' à la formule de réduction tarifaire. Il fallait arriver à un accord devait être réalisé sur une telle formule et sur les 'coefficients' avant de passer à des sectorielles. L'Inde, l'Afrique du sud et d'autres membres de la coalition AMNA-11 ont également rejeté l'établissement de tout lien entre les sectorielles et les négociations sur la formule de réduction tarifaire.]

Selon Stephenson, le Groupe de négociation pourrait être en mesure de se concentrer sous peu sur l'architecture de l'initiative sectorielle, mais la discussion sur d'autres aspects tels que la participation et la masse critique ne pourrait être menée que plus tard. Il a également déclaré souhaiter faire pression pour faire avancer cette question, et a ajouté : " dans un avenir pas trop lointain, nous parlerons (de nouveau) des questions fondamentales ", quoi qu'il arrive dans d'autres organes de négociation.

La prochaine session de l'AMNA aura lieu durant la semaine du 7 mai. L'ordre du jour pour cette semaine comprendra les obstacles non tarifaires, la vérification multilatérale plus poussée de l'équivalent ad valorem, l'architecture de l'initiative sectorielle et des consultations en groupes restreints sur différent aspect des négociations.

SUR LE FIL

APE Union européenne - CEDEAO : les experts des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA balisent " leur route " vers la signature d'une APE.

Les experts de l'UEMOA et de la CEDEAO ont tenu récemment une réunion de coordination à Lomé en vue de la préparation de la phase 2 des négociations APE entre l'UE et l'Afrique de l'ouest. Deux questions étaient au menu de cette rencontre : l'organisation à mettre en place pour la conduite des tâches restantes dans le cadre de l'APE et l'opérationnalisation des directives issues de la réunion des négociateurs en chef de février 2007 à Bruxelles. Plusieurs questions étaient inscrites à l'ordre du jour.

Les experts se sont d'abord penchés sur les conclusions des dernières réunions relatives aux négociations APE. Il s'agit notamment des réunions des Négociateurs en Chef AO-UE, du Comité ministériel commercial (CMC) ACP et du CMC mixte ACP-UE ainsi que celles relatives aux comités nationaux de négociation, tenus respectivement à Bruxelles et à Bamako dans le courant du mois de février 2007. Pour la réunion des Négociateurs en chef, des échanges de vues étaient faites sur l'accord sur le principe d'un Fonds régional spécial pour les APE et l'entente partagée sur l'exécution d'un certain nombre de tâches portant notamment sur la mise en place de programmes d'accompagnement de l'APE, comme préalable à la conclusion de l'Accord à l'échéance de fin 2007. Il a été relevé le retard des négociations dans la plupart des régions évoqué

lors de la rencontre CMC - ACP et CMC Mixte ACP UE.

D'autres questions étaient évoquées durant cette réunion. Il s'agit de la prise en compte des questions liées au financement du développement, de l'ouverture des marchés, de l'approche régionale dans la détermination de l'impact fiscal net. Les experts se sont inscrits dans les mêmes observations de la réunion des comités nationaux de négociations en ce qui concerne les insuffisances dans le fonctionnement de ces comités ainsi que la faiblesse de la coordination entre le national, le régional et les représentants à Bruxelles et Genève. Après avoir épuisé ces points, les experts ont décliné un certains nombres d'enseignements et d'observations notamment :

- la volonté affichée par la partie européenne de ne pas négocier une nouvelle dérogation, à l'échéance de fin 2007. A ce sujet, la réunion a recommandé l'élaboration d'une note d'analyse, à l'attention des autorités de la région, faisant ressortir les coûts et les avantages liés à cette éventualité ;

- la nécessité d'élaborer une stratégie de communication sur l'APE pour l'information des populations et des acteurs sur les négociations commerciales en cours, les enjeux et les opportunités ;

- l'importance de renforcer la coordination entre les comités de négociation (nationaux, et régionaux) et les représentations diplomatiques à Genève et à Bruxelles.

Les experts ont procédé à la formation de groupes de travail tels que indiqués par les conclusions de la dernière réunion des Négociateurs en Chef. Ils ont défini les tâches relevant de ces groupes et ont désigné les points focaux dans les deux Commissions, devant coordonner leurs activités. Ainsi, trois groupes ont été mis en place. Le premier chargé de rédiger le projet de texte de l'Accord, conformément au projet de structure adopté par les deux parties. Un deuxième groupe qui comprendra deux sous groupes. L'un se chargera du programme d'accompagnement de

l'APE avec l'élaboration de programmes d'amélioration de la compétitivité avec des composantes régionale et nationale (industrie, services connexes et autres secteurs de production), du traitement des produits sensibles ainsi que de la création de l'observatoire de la compétitivité et l'autre sous groupe du financement de l'accompagnement et traitera de la réforme de transition fiscale, des modalités de calcul de l'impact fiscal net et la création du Fonds régional spécial APE. Il y'a enfin un troisième groupe subdivisé aussi en trois sous groupes : l'un chargé de la Coopération douanière, Facilitation Commerce et Règles d'origine, l'autre du Calendrier d'accès aux marchés marchandises (Etudes d'impact MEGC, Produits sensibles, offres et demandes de libéralisation) et le troisième Calendrier d'accès aux marchés pour les services (Etudes d'impact, secteurs sensibles, offres et demandes de libéralisation des services).

Les experts ont aussi échangé sur l'organisation à mettre en place pour aboutir à l'élaboration des programmes d'amélioration compétitivité qui prend en compte l'ensemble des secteurs concernés.

Un groupe de travail doit examiner et amender les termes de référence de l'étude, soumis à la région par l'ONUDI, et qui porte sur le programme de restructuration et d'amélioration de la compétitivité du secteur industriel. Et les participants ont insisté sur la nécessité d'une étroite collaboration entre les deux Commissions et l'ONUDI afin que les objectifs poursuivis par l'étude soient conformes aux préoccupations de la région en matière de renforcement des capacités d'offres.

Pour ce qui est de la rédaction de l'accord, il a été mis en place un groupe qui élabore un projet de structure de l'Accord qui s'inspirera des propositions antérieures de la région AO et de la partie européenne. Les experts ont dégagé aussi un calendrier de travail des négociations APE du 1er semestre 2007.

L'UE offre aux régions ACP un accès illimité à son marché dans les négociations APE.

L'UE a proposé aux pays ACP l'accès illimité à son marché. Cette nouvelle proposition a été avancée lors d'une réunion avec des représentants ACP à Bruxelles. Elle vise à éliminer toutes les limitations tarifaires et de contingent restant pour l'accès au marché de l'UE pour toutes les régions de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, en dehors de l'Afrique du Sud, dans le cadre des négociations des Accords de Partenariat Economique.

L'offre porte essentiellement sur 4 points qui sont :

- Eliminer tous les droits et contingents d'importation pour tous les pays ACP
- Accorder à tous les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique le même accès illimité au marché de l'UE dont les Pays les Moins Avancés profitent déjà dans le cadre du régime "Tout sauf les Armes" de l'UE.
- Cette offre n'est pas liée à la condition d'une ouverture équivalente de la part des pays ACP.
- Cette offre s'appliquera totalement dès le premier jour - prévu pour être le 1er janvier 2008 - à l'exception d'une période transitoire pour le riz et le sucre cela en vu de protéger l'équilibre du marché de l'UE pendant la mise en œuvre des réformes internes.

Les périodes transitoires pour le riz et le sucre garantiront la compatibilité avec les réformes du marché de l'UE et assureront la stabilité afin de protéger les intérêts des producteurs qui approvisionnent ces marchés, tant ceux de l'UE que ceux des pays ACP. Et à partir de 2015, ces produits entreront librement dans l'espace européen sans droits de douane ni contingence.

Cette offre est considérée comme un encouragement pour la signature des APE dans les délais qui ont été prévus. Mais aussi, constitue, selon l'UE, une occasion pour les pays ACP voisins à

collaborer et à construire des marchés et des filières d'approvisionnement régionaux - répondant ainsi aux inquiétudes des exportateurs agricoles dans des pays comme le Kenya ou le Ghana.

Il faut rappeler que les pays ACP bénéficiaient depuis plus de 30 ans de préférences commerciales de la part l'UE ; mais elles doivent être remplacées par de nouveaux accords de libre échange qui imposeront la réciprocité conformément aux règles de l'OMC. Dans le cadre des accords existants jusqu'à présent, l'UE accorde aux ACP un accès préférentiel au marché communautaire: 97% de leurs produits entrent aujourd'hui dans l'UE avec des droits de douane nuls ou très réduits, et très peu de quotas restent en place. Mais d'autres pays ACP disposent d'un accès illimité à ce marché, il s'agit des PMA - ACP qui au titre de l'initiative tous sauf les armes ont total accès au marché européen.

Cette nouvelle proposition appelle une analyse profonde de la question de l'accès des ACP au marché européen. En effet, depuis 30 ans les pays ACP ont bénéficié de préférences tarifaires mais l'on a remarqué que cela n'a pas encouragé le développement de ces pays ni la transformation de leur économie encore moins une meilleure intégration de ces économies à celle mondiale. Le constat est que les pays ACP n'exportent toujours que quelques produits de base dont pour la plupart les prix sont en déclin sur le long terme.

C'est certainement ce qui fait reconnaître à M. Peter Mandelson, que le développement des ACP était "bien plus qu'une question d'accès au marché européen" en soutenant cependant qu'"en éliminant tous les droits de douane et les quotas restants pour tous les pays ACP, nous allons créer les meilleures opportunités possibles pour ces économies, que les accords de partenariat économique visent à construire". Ce que d'aucuns considèrent comme une leurre, un appât offert aux pays ACP pour les encourager à aller vers la signature des APE et accepter toujours plus de libéralisation dans le commerce mondial. L'on estime en effet dans la société civile qu'il est dangereux de faire croire aux pays en développement que leur salut se trouve principalement dans l'exportation de leurs matières

premières et de quelques produits agricoles comme le café, le cacao, le coton...

M.Luis Morago, d'Oxfam International prévient en déclarant que cette " offre ne doit pas être utilisée comme moyen d'acheter l'assentiment des pays ACP pour qu'ils signent ces accords d'ici la fin de l'année".

Cette offre est le moins que l'Europe puisse donner. Mais le problème n'est pas à ce niveau. L'enjeu pour les pays ACP est moins dans ce que l'Europe accorde en terme d'accès aux marchés que ce qu'ils seront obligés de donner à l'Europe en contrepartie d'une offre européenne qui sera largement tempérée par les nombreux obstacles non tarifaires qui se dresseront devant les marchés européens. Cette offre risque donc, si on n'y prend garde, d'apparaître comme un cheval de Troie pour l'Europe. 2007.

L'UE se lance dans la négociation des accords de libre-échange avec des pays d'Asie.

L'UE a décliné une action hautement ambitieuse en projetant de conclure des ZLE avec toutes les parties du monde. D'abord avec les 79 pays qui composent les ACP ensuite avec le MERCOSUR qui regroupe le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, mais aussi le projet d'accord avec la zone euro- méditerranée et les négociations avec la Syrie. Aujourd'hui, c'est avec les pays de l'Asie qu'elle compte établir un ALE.

Les ministres des Affaires étrangères des Vingt-sept ont entériné le 23 Avril dernier le mandat de la Commission européenne en vue de négociations de libre-échange avec l'Inde, la Corée du Sud et les Nations d'Asie du Sud-est (Asean). Ils ont en effet confirmé un accord intervenu le 17 avril au niveau des ambassadeurs. Cette nouvelle orientation, si on peut la qualifier comme telle, n'a pas surpris beaucoup de monde d'autant plus que des actes étaient posés depuis un certains temps par la commission. Le Commissaire Lamy avait déjà présenté une initiative UE/ASEAN sur les échanges (*Transregional EU-ASEAN Trade*

Initiative - TREATI) dont l'objectif est d'améliorer les relations commerciales entre les deux régions, à travers une coopération en matière de réglementation sur la facilitation des échanges et d'accès aux marchés.

En mai 2006, le commissaire européen M. Peter MANDELSON avait déclaré lors de son allocution dans le cadre d'une réunion à la chambre de commerce euro-Malaisienne à Kuala Lumpur, que l'UE devait porter son regard au-delà de la Chine et embrasser toute la région asiatique dans une nouvelle stratégie commerciale européenne. Il s'était félicité de la publication des résultats d'une étude du " Vision Group UE-ASEAN " lancée en 2005, laquelle propose une série de mesures visant à développer le commerce entre l'UE et l'ASEAN, dont un accord de libre-échange entre les deux régions. Il juge que le fait de signer un accord de libre échange constituera la correction d'une " lacune politique dans la conception pratique que l'UE a de sa politique commerciale à l'égard de l'Asie ". A l'automne 2006, prenant acte de la suspension des négociations du cycle de Doha, la Commission européenne avait manifesté le désir de faire de l'ASEAN une priorité dans son agenda commercial, et s'était déclarée prête, lors de sa communication " *l'Europe globale : concourir à travers le monde* " à étudier la faisabilité d'accords de libre-échange avec de nouveaux partenaires, parmi lesquels l'ASEAN. L'aboutissement d'un tel projet d'accord de libre échange permettra de doper les échanges avec ces pays asiatiques à forte croissance, où les entreprises européennes peinent à s'implanter en raison de barrières protectionnistes et, dans le même temps, donner de l'élan à la croissance du commerce mondial selon certains. Mais aussi il faut préciser que la Commission européenne a été le premier acteur international à établir des relations informelles avec l'ASEAN en 1972. Elle est devenue partenaire de dialogue en 1977.

L'Union européenne est le troisième partenaire commercial après les Etats-Unis et le Japon et le deuxième marché d'exportation pour l'ASEAN derrière les Etats-Unis. En termes concrets, l'Union européenne augmentera la valeur de ses

exportations vers ces douze pays de plus de 40 milliards d'euros par an, dont une hausse de 56,8% vers l'Inde, 47,8% vers la République de Corée et 24,2% vers l'Asean, ont estimé les experts de la commission. Ces accords de libre-échange vont également favoriser l'accès des produits de l'Asean, de la République de Corée et de l'Inde au marché européen. Les exportations des dix pays d'Asie du Sud-est vers l'Union européenne pourraient progresser ainsi de 18 à 36%.

Mais tout cela laisse entrevoir la montée du bilatéralisme. L'on pourrait être tenté de dire que ces différents accords régionaux, semble être une alternative à l'enlisement du cycle de Doha. Le multilatéralisme est aujourd'hui marginalisé au profil d'accords bilatéraux même si les pays occidentaux continuent à arguer que la priorité se trouve dans le multilatéral et le PDD (programme de Doha pour le développement).

Et l'annonce de l'ouverture prochaine de négociations entre la Corée du sud et l'UE pour la signature d'un accord comme celui liant les Etats-Unis et la Corée du Sud en constitue une parfaite illustration. Des chiffres colossaux devant être le fruit de ces accords sont annoncés : 300.000 emplois en Corée du sud et accroissement du PIB de 2,02% à court terme, selon l'Institut coréen des politiques économiques internationales.

Pour ce qui est de l'accord signé entre les Etats-Unis et la Corée, il devrait avoir un accroissement d'environ 15 milliards de dollars pour le commerce entre les deux pays qui était l'an dernier de 74 milliards de dollars. Globalement, l'accord prévoit l'élimination immédiate de près de 90% des droits de douane sur les produits industriels, le reste devant être supprimé d'ici 15 ans. La Corée du Sud a en revanche réussi à exclure de l'accord l'ouverture de ses frontières au riz américain bon marché, une question qui provoque la colère des agriculteurs. Les Etats-Unis ont cependant obtenu l'ouverture des frontières sud-coréennes au bœuf américain. Séoul a promis d'éliminer 40% de ses droits de douane sous dix ans, selon des responsables sud-coréens.

D'autres accords sont aussi envisagés puisqu'en marge de la réunion qui a entériné le mandat de la commission pour négocier l'accord avec l'ASEAN, les ministres ont été tenus informés par la Commission de l'état des pourparlers de libre-échange avec le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), qui regroupe l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Emirats arabes Unis, le Koweït, Oman et le Qatar. (FLO).

APE : les organisations de la société civile se mobilisent. Une journée mondiale d'action organisée le 19 avril.

Plus on s'approche de la date prévue pour la signature des APE entre l'UE et les ACP, plus les organisations de la société civile (OSC) qui luttent contre les APE avec à leur tête ENDA Tiers Monde, OXFAM, TWN-AFRICA et ACTION AID, continuent leur campagne STOP APE. Le 19 avril, des marches et sit-in de protestation ont été organisés devant les ambassades d'Allemagne, qui assure la présidence de l'UE, dans plusieurs pays. Des milliers de militants, de travailleurs et d'agriculteurs, dans divers pays d'Europe, d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ont pris part à des actions coordonnées devant les Ambassades d'Allemagne et les Délégations de la Commission européenne, pour appeler à un arrêt des accords commerciaux inéquitables entre l'Europe et le monde en développement.

Ces actions, étaient conjointement menées dans plus de vingt villes internationales, notamment Londres, Berlin, et Bridgetown, les organisateurs ont procédé à des remises de clés et de cadenas symboliques, accompagnés du message suivant " Europe, n'enferme pas l'Afrique dans la pauvreté ". Les manifestants ont laissé entendre que l'Europe est oublieuse des préoccupations des pays en développement.

Dans certains pays, les organisations de la société civiles ont choisi cette date du 19 avril pour rencontrer les autorités, afin d'expliquer leur position sur les APE. C'est le cas au Sénégal où les organisations de la société civiles ont eu une rencontre fructueuse avec le ministère chargé du

commerce. A en croire M. Babacar NDAO, de la Fédération des organisations paysannes du Sénégal (FONGS) le " Ministre du commerce du Sénégal a rassuré (les Osc) que la position du Sénégal, en ce sens-là, n'a pas varié et va aller dans le sens d'un APE porteur de développement et non pas seulement de libéralisation des échanges ". M. Ndao s'est cependant offusqué du fait que les positions des Etats qui sont " toujours diluées et atténuées par les négociateurs en chef " lorsqu'ils rencontrent les négociateurs de la Cedeao.

Le ministre sénégalais du commerce, M. Khoureïchi Thiam a en effet déclaré, à l'issue de cette rencontre, être " prêt à travailler " avec les OSC et à " approfondir la relation entre son ministère et la société civile ", puisque, selon lui, " les APE vont détruire les économies africaines, parce que ce sont des accords de libre échange, malgré tout ce que dit l'Union européenne ". Il a relevé que les APE vont mettre les économies africaines " à la portée des multinationales de l'Europe qui sont subventionnées (et) qui sont plus puissantes que nos entreprises ".

Les manifestants ont de part le monde demandé que l'Allemagne qui assure la présidence de l'UE use de son influence pour s'assurer que les Accords dits de partenariat économique, devant entrée en vigueur en 2008, ne soient pas poursuivis sous leur forme actuelle.

Pour les OSC, qui souhaitent que les nouveaux accords de partenariat économiques ne soient signés aux délais prévus et sous leur forme actuelle, l'UE profite de cet accord pour obtenir des pays ACP ce qu'elle ne peut avoir à l'OMC, au niveau multilatéral, en particulier les " questions de Singapour ". De nombreuses études d'impact effectuées qui ont été faites concluent que la forme actuelle de ces accords détruirait les moyens d'existence et l'environnement et tout en compromettant la croissance économique et l'intégration régionale futures.

Et les OSC ne comptent pas laisser prospérer ces nouvelles relations commerciales que l'UE comptent imposer c'est ce que soutient M. Gyekye

Tanoh, de TWN-Africa " Nous sommes en train de nous mobiliser parce que ces accords menacent de compromettre la réduction de la pauvreté et de détruire les moyens d'existence à travers l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique.

L'Europe est actuellement inflexible et insiste sur la date butoir, mais les accords proposés ne stimuleront pas le développement - dans de nombreux cas, ils vont appauvrir les populations."

Pour les OSC, les exigences d'un accord entre l'UE et les pays ACP requièrent la réussite préalable de l'intégration complète de ces sous ensembles régionaux. Il devrait éviter d'envisager toute forme de réciprocité d'autant plus que ces deux parties n'ont pas le même poids économique et, par conséquent vouloir les mettre sur le même pied d'égalité conduirait à alimenter une inégalité.

Tout accord qui aurait pour mission de gouverner les relations commerciales entre l'UE et les pays ACP dans le futur devrait laisser à ces pays le temps nécessaire pour avoir des zones d'intégration solide tout en leur laissant l'espace politique nécessaire à l'élaboration et à la mise en œuvre de leurs propres stratégies de développement.

EVENEMENTS

Evénements OMC

Au sein de l'OMC

9 - 10 mai, OMC, Genève, Conseil général de l'OMC

8 - 10 mai, Genève, Suisse, Réunion du groupe OCDE sur " Statistical Data and Metadata Exchange ". www.oecd.org

9 - 10 mai, OMC, Genève, Suisse, conseil général de l'OMC. Contact : www.wto.org

11 mai, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement - Session spécifique

14 - 15 mai, Paris, France, Forum de l'OCDE, innovation, croissance et équité. Contact : www.oecd.org

14 - 16 mai ; OMC, Genève, Comité des accords commerciaux régionaux

21 mai, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises

22 mai, OMC, Genève Organe de règlement des différends

23 - 25 mai, CNUCED, Nairobi, Kenya, 11^e conférence africaine sur le pétrole et le gaz, le commerce et le financement. Contact : frida.youssef@unctad.org

31 mai - 1 juin, Tokyo, Japon, " Renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur mondiales ", conférence organisée par le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local. www.oecd.org

29 mai - 14 juin, Genève, Suisse, 96^e session de la conférence internationale du travail. Contact : www.wto.org

5 - 6 juin, OMC, Genève, Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

7 - 8 juin, OMC, Genève, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges

20 juin, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

18 - 29 juin, Genève, Suisse, conseil des droits de l'homme, cinquième session. Contact : www.wto.org

23-25 mai, Nairobi, Kenya, CNUCED, 11^{ème} Conférence africaine sur le pétrole et le gaz, le commerce et le financement (et exposition).

Contact : Frida Youssef: frida.youssef@unctad.org
Rachid Amui: rachid.amui@unctad.org T: +41 22 917 5022 / 5135

9 mai - 14 juin OIT - Genève, 96^{ème} session de la Conférence internationale du Travail contact : Service des Relations Officielles (REL OFF) au tel: +41.22.799.7732, fax: +41.22.799.8944 ou par e-mail: RELOFF@ilo.org

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

Français

Publications

CETIM et CADTM, Menons l'enquête sur la dette ! Manuel pour les audits de la dette du Tiers Monde . Ouvrage collectif, 2006

CNUCED, Situation économique mondiale et perspectives 2007, janvier 2007, 177 pages. www.unctad.org

CNUCED, Le dossier d'investissement, No 1 2007, l'investissement direct étranger a déferlé de nouveau en 2006, février 2007. www.unctad.org

CNUCED, Exécution des dispositions concernant la compétition dans les accords Commerciaux régionaux : est- il possible d'obtenir le développement à nouveau ? www.unctad.org

Eric Toussaint, Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent. L'agenda caché du Consensus de Washington. Co-édition CETIM et CADTM, 2006, Cet ouvrage effectue une plongée dans les coulisses de la géopolitique et de la finance internationale. Contrairement à une idée reçue.

IDDRI, Interdépendances et aide publique au développement. Actes du séminaire DgCiD-Iddri 2005/2006. MAE Coopération internationale et développement, série Partenariats, 2006.

OMC, règlement des différends, négociations et régionalisme en Asie, janvier 2007, 566 pages.
www.wto.org

ONU, forum du commerce international : le mode est à l'éthique, février 2007, 34 pages.
www.unp.un.org

ONU, Rapport économique sur l'Afrique : Flux de capitaux et financement du développement en Afrique, février 2007, 218 pages. www.unp.un.org

ONU, Garantie d'assurance ou Fonds de développement financier : quel rôle pour l'union en Amérique latine, février 2007. www.unp.un.org

ONU, Vides mondiaux, grands plats : Libéralisation, mondialisation, pauvreté et inégalité économiques, janvier 2007, 436 pages.
www.unp.un.org

ONU, Accord Européen relatif au Transport de International des Marchandises Dangereuses par Voies de Navigations Intérieures (ADN) : Règlement Annexé, tel que révisé au 1er janvier 2007, mars 2007, 1038 pages. www.unp.un.org

ONU, Guide des bonnes pratiques en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise, mars 2007, 52 pages. www.unp.un.org

ONU, L'avenir de l'environnement en Afrique2 : Notre environnement, notre richesse, février 2007, 572 pages. www.unp.un.org

ONU, Rapport sur la gouvernance en Afrique, mars 2007, 330 pages. www.unp.un.org

Pierre Jacquet, et Laurence Tubiana, Regards sur la Terre, édité par l'AFD et l'IDDRI

Stiglitz Joseph Eugene - Charlton, Andrew, Pour un commerce mondial plus juste comment le

commerce peut promouvoir le développement, Mars 2007, Fayard, Paris

Y. Arthus-Bertrand, Agenda utile pour un développement durable, Editeur : La Martinière, 2007

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)